



LES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

LOIRE-ATLANTIQUE

SITUATION AU 31 AOÛT 2014



LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En août 2014, **322** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en baisse de **6,7%** par rapport à août 2013. Les licenciés avec dispositif représentent **76,4%** de l'ensemble et affichent une hausse de **2,9%**.

En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques se maintient entre juin 2011 et octobre 2012. Depuis janvier 2013, la valeur moyenne mensuelle reste à un niveau élevé et amorce une baisse jusqu'en avril 2014. Elle repart à la hausse depuis trois mois. (**381** licenciements en août 2014).

En un an, **4 518** personnes ont été inscrites pour ce motif sur le département de la Loire-Atlantique (soit une baisse de **4,8%**).

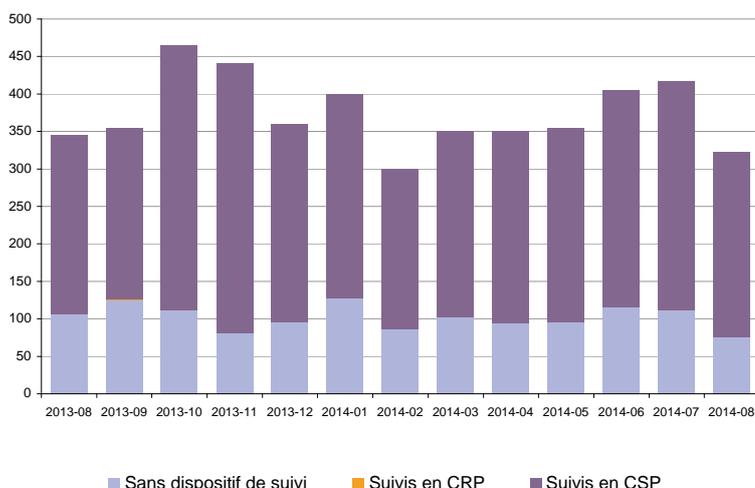
SOMMAIRE

1 Les licenciés économiques

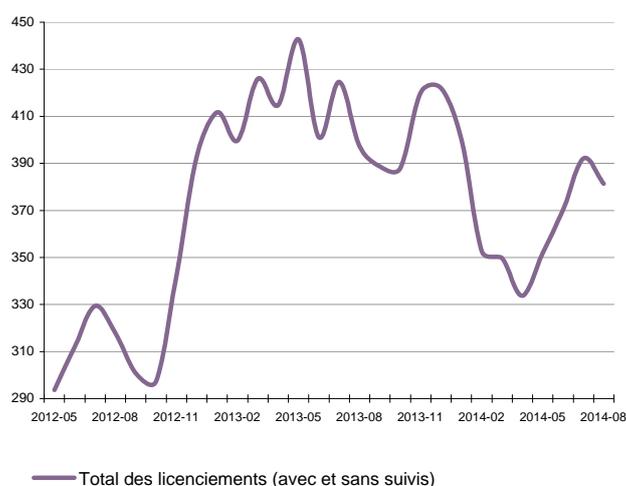
Leurs caractéristiques socio-démographiques

2-3 La DEFM avec dispositif

LES INSCRIPTIONS SUITE A LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE



MOYENNE MOBILE SUR TROIS MOIS



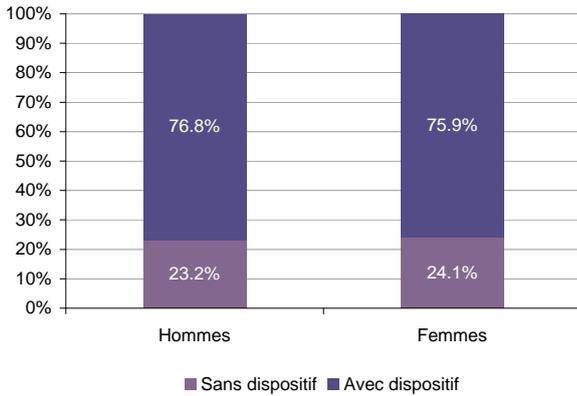
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	août-14	322	76	23.6%	246	76.4%			246
	août-13	345	106	30.7%	239	69.3%			239
	Evolution	-6.7%	-28.3%		2.9%				2.9%
Cumul sur 3 mois	août-14	1 144	303	26.5%	841	73.5%			841
	août-13	1 192	351	29.4%	841	70.6%	NC	NC	840
	Evolution	-4.0%	-13.7%				NC	NC	0.1%
Cumul sur 12 mois	août-14	4 518	1 221	27.0%	3 297	73.0%	NC	NC	3 295
	août-13	4 745	1 393	29.4%	3 352	70.6%	NC	NC	3 351
	Evolution	-4.8%	-12.3%		-1.6%		NC	NC	-1.7%

Source Persee

Information méthodologique : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES LICENCIES ECONOMIQUES

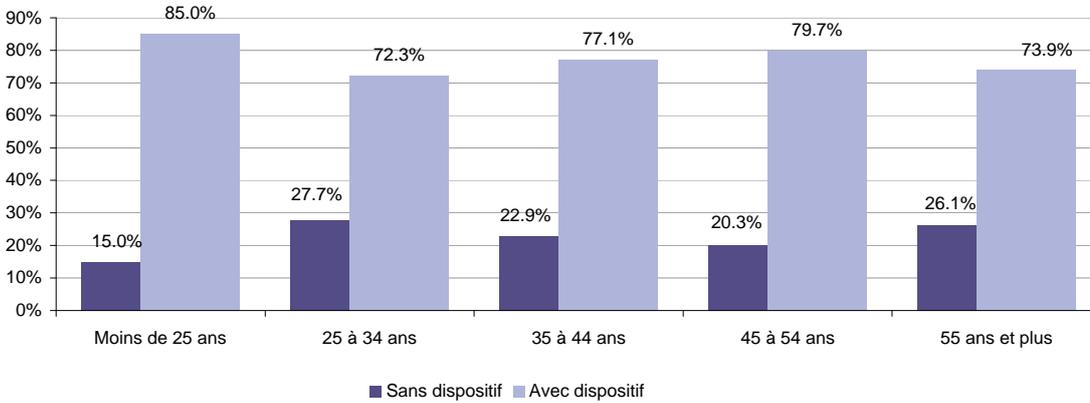
RÉPARTITION PAR SEXE



En août 2014, la proportion des hommes licenciés économiques avec un dispositif (**76,8%**) est plus importante que celle des femmes (**75,9%**).

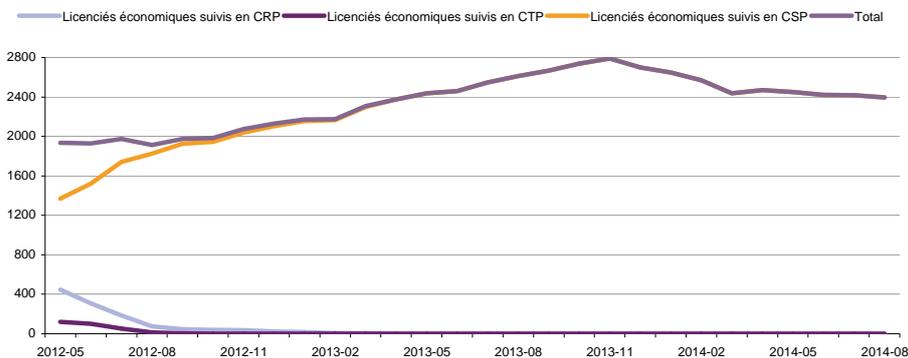
Toutes les tranches d'âge ont adhéré majoritairement à un dispositif (de **72,3%** à **85%**). La tranche d'âge des moins de 25 ans affiche le taux d'adhésion le plus élevé.

RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



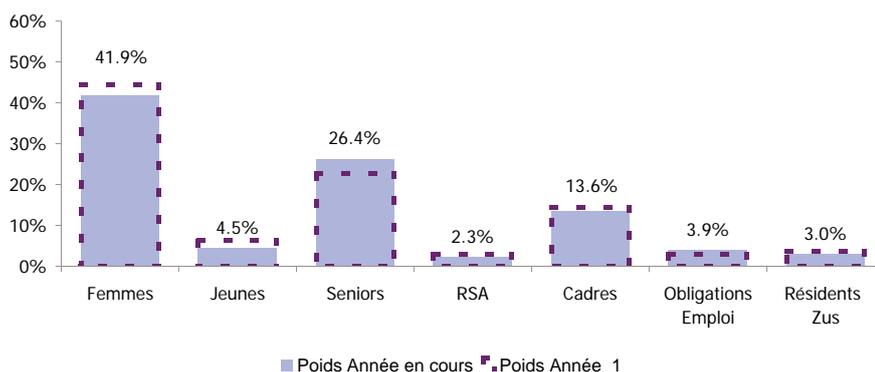
LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

ÉVOLUTION DES DEFM



	août-12	août-13		août-14	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	1 914	2 611	36.4%	2 394	-8.3%
dont CRP	74				
dont CTP	14				
dont CSP	1 826	2 611	43.0%	2 394	-8.3%

	août-13		août-14		Evolution annuelle
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	
Femmes	1 163	44.5%	1 003	41.9%	-13.8%
Moins de 25 ans	164	6.3%	108	4.5%	-34.1%
50 ans et plus	596	22.8%	631	26.4%	5.9%
Revenus de Solidarité Active	73	2.8%	55	2.3%	-24.7%
Cadres	378	14.5%	326	13.6%	-13.8%
Obligations d'emploi	73	2.8%	94	3.9%	28.8%
Résidents Zone Urbaine Sensible	95	3.6%	71	3.0%	-25.3%



Source Persee

Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASRr). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP.

Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.